



Front National pour la Défense de la Constitution

NOTE DIPLOMATIQUE N°001/FNDC/2020

Monsieur Alpha CONDE et son entourage utilisent les milices pour terroriser et confisquer le pouvoir

- 1- Depuis l'accession de la Guinée à l'indépendance en 1958, les différents régimes qui se sont succédés, de Sékou Touré à Alpha Condé, ont choisi chacun sa méthode de répression de la population, avec quasiment un même instrument : **des milices armées, véritables machines à tuer, en lieu et place de la police, la gendarmerie et l'armée régulière qui, dans les conditions normales, sont chargées de la sécurité des personnes et de leurs biens et de la défense de l'intégrité territoriale du pays.**
- 2- Les exactions commises sur la population pour la soumettre par la milice nationale sous le régime de Monsieur Sékou Touré (arrestations arbitraires, enlèvement, exécutions sommaires, etc.) restent encore gravées dans la mémoire collective des Guinéens.
- 3- Durant la guerre civile du Liberia, le régime du Général Lansana Conté a fait utiliser le territoire guinéen par certains groupes rebelles comme base arrière. Ce sont notamment le "United Liberation Movement of Liberia for Democracy (ULIMO)" et le "Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD)". L'ULIMO est un mouvement armé rebelle qui a participé à la première guerre civile libérienne (1989-1996). Issu de l'alliance de deux groupes ethniques (les konias ou madingos et les Krahn - l'ethnie du président déchu, Samuel Kagnon Doe), l'ULIMO fut formé en mai 1991 en Sierra Leone. En proie à des divisions internes dès le début, le groupe va se séparer en deux milices en 1994 : l'ULIMO-J, de l'ethnie Krahn faction dirigée par le Général David Roosevelt Johnson (avec environ 8,000 combattants), et l'ULIMO-K, faction à majorité mandingue dirigée par Elhadj G. V. Kromah (avec environ 12,000 combattants). Le LURD est une émanation de l'ULIMO, principal opposant à Charles Taylor pendant sa longue et sanglante conquête du pouvoir (1990-1997). En 1997, Taylor remporte la présidentielle. Selon l'accord d'Abuja, signé en 1995, l'armée doit être refondée. Mais le processus de désarmement fait long feu. L'année suivante, le gouvernement s'attaque aux ex-ULIMO, qui prennent la fuite vers la Guinée et la Côte-d'Ivoire. En 1999, les exilés, ralliés par des partisans

décus de Taylor, se fédèrent dans le LURD. En juillet 2000, ils attaquent le Liberia à partir de la Guinée.

- 4- Confronté aux incursions rebelles en provenance du Libéria et de la Sierra Leone à ses frontières sud en 2000-2001, dans un contexte de crise de confiance avec l'armée, qui avait tenté de le renverser en 1996, le régime du Général Lansana Conté va utiliser, en plus des miliciens libériens (ULIMO et LURD), des Kamajors sierra-léonais et des groupes DONZOS¹ composés de chasseurs-guerriers malinkés originaires en majorité de la Haute-Guinée. En effet, selon Mike McGovern², « *Conté, qui semble éprouver de la méfiance à l'égard de sa propre armée (qui organisa une tentative de coup d'État en 1996 et dont la rumeur publique voulait qu'elle en planifiât un autre pour avril 2000), mit en œuvre une politique semblable à celle du président Kabbah en Sierra Leone. Des armes furent distribuées en grand nombre aux combattants de l'ULIMO/LURD dès les premières attaques contre la Guinée en septembre 2000. Ainsi, le gouvernement Conté arma et coopta les miliciens ULIMO/LURD dans les préfectures de Macenta, Guéckédou et Kissidougou, mais il recruta aussi des Kamajors sierra-léonais et organisa des groupes DONZOS composés de chasseurs-guerriers de la Haute Guinée, qu'il envoya dans les mêmes régions. Comme ces combattants ne percevaient pas de salaire de l'État, ils adoptèrent le même comportement que dans les guerres au Liberia et en Sierra Leone, auxquelles nombre d'entre eux avaient participé: ils imposèrent la population et se payèrent en pillant après chaque engagement militaire.* »

- 5- Selon le Lynx des 15 et 22 janvier 2001 et la Lance du 10 janvier 2001, des témoins ont affirmé que, durant la période septembre 2000 - février 2001, dans la zone entre Macenta et Kissidougou, y compris Guéckédou, la sécurité de la région était dans les mains des combattants de l'ULIMO/LURD qui parlaient tantôt anglais ou tantôt maninka, une des langues nationales guinéennes, qui est parlée principalement en Haute Guinée. Cependant, en janvier 2001, lorsque l'armée guinéenne demanda

1 Les Donzos sont une confrérie de chasseurs traditionnels dont le rôle est de tuer des gibiers. Il se donne ou on tente de leur donner aussi le rôle de sauvegarde de la faune et de la flore, selon M. Billy Nankouma Sidibe, porte-parole de l'Union Nationale des chasseurs et guérisseurs traditionnels de Guinée, agréée en 2009.

2 **Mike McGovern** (2002), Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection - Guinéens et réfugiés en septembre 2000, Politique Africaine No 88, Pages 84 à 102

aux forces de *l'ULIMO/LURD* de cesser leurs exactions contre la population de Guéckédou, ces dernières changèrent de camp, s'allièrent aux forces anti guinéennes et prirent le contrôle de Guéckédou. L'armée répondit en bombardant la ville, la seconde du pays à l'époque avec 200,000 à 250,000 habitants et centre économique important, et la réduisit en ruines. Une nouvelle fois, ce sont les civils qui souffrirent le plus de la violence. Alors que la communauté internationale s'inquiétait de la situation tragique de près de 200,000 réfugiés isolés au sud de Guéckédou, des milliers de Guinéens devenaient des déplacés internes du fait de ce conflit.

- 6- La dénonciation des exactions dont étaient victimes les populations par certains cadres de la Région Forestière, sous le leadership du Professeur Julien Onivogui, a été violemment réprimée le 30 novembre 2000 à Coza (banlieue de Conakry) par le pouvoir du Général Lansana Conté. Huit personnes furent abattues, dont le Professeur Julien Onivogui, et présentées à la télévision nationale comme des rebelles. Les corps des victimes furent confisqués et gardés pendant huit ans. C'est seulement en 2008 que le gouvernement du Premier Ministre Ahmed Tidiane Souaré a procédé à la remise de quelques dépouilles mortelles des victimes pour leur inhumation.
- 7- Avec les milices qui appuyaient les forces républicaines régulières maintenant tournées contre les mêmes forces à Guéckédou, il a fallu l'action vigoureuse des jeunes volontaires pour libérer la ville. Tout cela a eu pour conséquence la prolifération et la circulation en permanence des armes légères, l'émergence du grand banditisme avec son lot de vol à main armée, la baisse du niveau général de la sécurité des populations. Malgré les programmes développés par les différents partenaires à la fin des guerres civiles libériennes et sierra-léonaises pour procéder à la collecte des armes légères et à la démobilisation des groupes armés, la région forestière demeure une zone où des mesures adéquates n'ont pas été prises et le niveau général de sécurité des populations est faible.
- 8- Contrairement au régime du Général Lansana Conté qui a utilisé les milices pour porter main forte aux forces de défense en situation de combat contre l'ennemi extérieur; **sous le régime de Monsieur Alpha Condé, les milices sont utilisées pour empêcher l'exercice des droits et libertés, réduire au silence les opposants, terroriser les populations et confisquer le pouvoir.** Ce constat était visible durant la répression

des manifestations de l'opposition et pendant les affrontements interethniques en Région Forestière.

- 9- Comme le rapporte le journaliste de Kaloumpresse.com, Monsieur Mamady Keita³, les DONZOS dont l'activité traditionnelle s'exerçait en brousse, sont maintenant visibles au palais présidentiel et dans les centres urbains : *« A Conakry, on les a vus à plusieurs reprises au Palais présidentiel et assurer la protection du siège du RPG dans le quartier Hamdallaye pendant les protestations du Collectif⁴ et de l'ADP. Ils avaient été sommés de quitter la capitale guinéenne à un moment où on leur reprochait plusieurs dérapages dans la circulation. Le préfet de N'Zérékoré lui, s'était vu dans l'obligation d'ordonner à un groupe de DONZOS qui semait la panique de libérer la capitale régionale. »*
- 10- La dénonciation persistante de leur présence dans la capitale Conakry et dans certaines villes de l'intérieur, a poussé Monsieur Alpha Conde et son gouvernement à incorporer les DONZOS dans certains corps de défense et de sécurité. Comme le rapporte toujours le journaliste Mamady Keita de Kaloumpresse.com, *« L'information est donnée par la RTG qui précise que la décision a été prise sur invitation du gouvernement. Composée d'au moins 130.000 membres, le groupe des DONZOS entend barrer la route aux braconniers et autres **pyromanes**⁵, et prendre ainsi une part active dans la protection de l'environnement. »*
- 11- En plus des milices ULIMO et DONZOS utilisées aussi par le régime de M. Alpha Condé, on note, principalement dans la ville de Conakry, la présence des Chevaliers de la République; une milice formée et entretenue par Monsieur Malick Sankhon, Directeur National de la Caisse de Sécurité Sociale.

3 <https://kaloumpresse.com/2013/01/14/guinee-pour-protger-lenvironnement-on-fait-appelle-aux-qdozosq/>

4 L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) et Le Collectif des Partis Politiques pour la Finalisation de la Transition sont deux coalitions politiques qui formeront plus tard, avec d'autres coalitions, l'opposition républicaine

5 Le mot « pyromanes » employé ici semble référer directement aux opposants au régime de Monsieur Alpha Conde

- 12- Sur un site web⁶ qui couvre l'actualité guinéenne, une déclaration des Chevaliers de la République est rapportée. Dans cette déclaration qui visait à répondre aux dénonciations et aux accusations de l'opposition, les Chevaliers de la République affirment : « *Nous, Chevaliers de la République, forts de cinq milles (5000) jeunes de toutes les couches socioprofessionnelles et de divers horizons, constatons avec amertume et désolation les agissements et les accusations d'une opposition contre la personne de M. Malick Sankhon* ».
- 13- S'exprimant à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire du RPG Arc-en-ciel du samedi, 14 octobre 2017, Malick Sankhon a annoncé le recrutement de 2,500 à 3,000 jeunes devant remplacer les Chevaliers de la République qu'il dit avoir dissout il y a quelques temps. « *Je prends à témoignage le parti : quiconque désormais s'amusera à venir à la Caisse pour troubler la quiétude des travailleurs, c'est moi qui le dis, je vous jure, tu ne sortiras pas indemne. Qui que tu sois. Depuis hier j'ai reconstitué 2500 à 3000 jeunes dans Conakry. Quiconque s'amuse à nous provoquer, je vous jure, on lui marchera dessus, merci* », a-t-il menacé sous les applaudissements des militants. Poursuivant, il ajoute : « *Quand on a créé les Chevaliers de la République, on nous a dit qu'on a mis en place une milice privée. Pour ne pas ternir l'image du pouvoir, nous avons dissout les chevaliers* ».
- 14- Sous le régime de Monsieur Alpha Conde, on assiste ainsi au déploiement d'une politique d'armement d'une partie de la population contre une autre; et même à l'encadrement et à la protection d'individus armés pour maximiser l'impact de la violence sur les populations que le régime veut réduire au silence. C'est ce qui se joue dans certaines régions du pays, particulièrement en région forestière où les affrontements interethniques sont devenus plus fréquents et plus meurtriers.
- 15- Du 15 au 18 juillet 2013, la commune urbaine de N'Zérékoré, le village de Koulé Yakéta et la préfecture de Beyla ont été le théâtre d'un conflit interethnique qui a opposé les communautés Koniaké et Guerzé (Kpèlè). Selon les sources hospitalières, ces affrontements ont fait 98 morts. Ce nombre n'inclut pas les dizaines de corps trouvés dans des puits dans

6

http://lexpressguinee.com/fichiers/videos5.php?langue=fr&idc=fr_Financement_de_milices_privées_en_Guinee_Chevalier_de_la_Re

certaines quartiers, ainsi que les morts de Koulé et de Beyla, et des dizaines de portés disparus.

- 16- Les ONG de défense des droits de l'homme (Mêmes Droits pour Tous et Avocats Sans Frontière Guinée), qui ont enquêté sur ces événements, ont constaté, entre autres: l'indifférence remarquée des autorités civiles et des forces de défense et de sécurité dans le rétablissement de l'ordre et la protection des citoyens, ainsi que leurs biens; le déploiement tardif des forces de défense et de sécurité sur le terrain, leur nombre insignifiant, leurs sous équipements et le manque à leur niveau d'esprit républicain dans la gestion de la crise; **la présence des rebelles de l'ULIMO et des DONZOS dans les rangs des koniakés; la présence des armes (fusils de chasse calibre 12 et fusils de guerre);** le refus des militaires d'intervenir parce que, selon eux, l'ordre n'était pas donné par leurs supérieurs hiérarchiques; des maisons, des boutiques, des bars et des hangars de commerce vandalisés, saccagés et incendiés; des lieux de cultes (églises et mosquées) profanés, vandalisés, saccagés et incendiés; des engins roulants (véhicules, motos, etc.) et autres biens mobiliers emportés ou détruits et brûlés. **Tout cela montre à suffisance la complicité de l'Etat face aux crimes commis par ces milices contre les populations et les opposants au régime de Monsieur Alpha Condé.**
- 17- Tout au long du combat pour empêcher le troisième mandat de Monsieur Alpha Condé, les militants de l'opposition et du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) sont régulièrement victimes de répression avec la participation des groupes ULIMO et DONZOS, surtout en Région Forestière (notamment à N'Zérékore). Les DONZOS notamment ont été utilisés en lieu et place de la police et de la gendarmerie pour assurer la « sécurisation » des bureaux de vote lors de la mascarade du 22 mars 2020.
- 18- Le jour de cette mascarade et les jours après, les affrontements ont éclaté entre les défenseurs de la Constitution du 7 mai 2010 et les promoteurs de la pseudo nouvelle constitution. L'implication dans les affrontements des milices ULIMO et DONZOS a transformé le conflit en violence interethnique entre les Koniakés et Malinkés, d'un côté; et les Guerzés, Manons et Konos, de l'autre. [Selon le rapport du Collectif des ONG de défense des droits de l'Homme en Guinée forestière publié le 15 mai 2020](#), cinq églises ont été vandalisées et incendiées, 36 personnes ont été tuées au lendemain du double scrutins du 22 mars 2020, certaines

enterrées nuitamment dans les fosses communes sur ordre des autorités, des centaines de personnes ont été blessées, plusieurs dégâts matériels ont été enregistrés et plusieurs arrestations ont été opérées.

- 19- Aujourd'hui, c'est la milice DONZO qui assure officiellement la "sécurité des marchés" dans tous les centres urbains de la région forestière. Cela permet ainsi au pouvoir criminel d'Alpha Condé d'envahir de plus la région avec ces milices de façon constante, en attendant d'autres affrontements. La présence de cette milice, son rôle meurtrier dans les affrontements interethniques et l'impunité qu'elle bénéficie de la part du pouvoir d'Alpha Condé deviennent de plus en plus insupportables par une bonne partie de la population qui ne se sent plus en sécurité ni face aux forces républicaines régulières ni face aux milices ULIMO et DONZO. Si cette situation n'est pas gérée convenablement et rapidement, le pays risque d'assister à l'émergence des groupes d'auto-défense parmi les populations visées par les violences des milices ULIMO et DONZO.
- 20- Dans un pays qui connaît un fonctionnement normal des institutions; un pays qui est dirigé par des hommes d'Etat responsables et patriotes, la police et l'armée nationale devraient suffire à maintenir l'ordre public et à défendre la République contre les agressions extérieures. Les forces de police sont chargées de l'application des lois, tandis que l'armée est chargée de défendre le pays contre les agressions extérieures. La création des milices est un fait marquant et symbole des États chaotiques, dictatoriaux ou en échec; où la police et l'armée sont politisées par des politiciens criminels.
- 21- Les milices sont des symboles d'États en déroute, où des politiciens corrompus, tribaux et politiquement incapables, travaillent à détruire le pays. Elles sont généralement des tueurs impitoyables. Lorsqu'elles augmentent en nombre et acquièrent plus d'armes, les milices ne font que terroriser les civils et tuer des personnes appartenant à des groupes ethniques qu'ils détestent. Cela, en soi, oblige les groupes ethniques victimes à créer, à plus ou moins long terme, leurs propres milices pour se défendre; transformant ainsi le pays en une autre Somalie où quiconque, avec un groupe de criminels armés, peut contrôler le territoire.
- 22- Si elles ne sont pas définitivement démantelées, les milices ULIMO et DONZO risquent de se transposer à nouveau au Liberia, en Côte d'Ivoire

et en Sierra Leone, entre autres, semant ainsi la terreur et l'instabilité dans la sous-région ouest africaine.

- 23- Se fondant sur ce qui précède, le FNDC sollicite auprès des partenaires techniques et financiers, et des organisations sous-régionales, régionales et internationales que soit diligentée une mission d'enquête sur les crimes commis pendant ses manifestations et sur les massacres des 22, 23 et 24 mars 2020 à N'Zérékore. Il sollicite également que les milices ULIMO, DONZO et CHEVALIERS de la REPUBLIQUE soient déclarées comme des groupes terroristes au même titre que la secte BOKO HARAM, le DAECH, l'EIL et autres, et leurs parrains traités comme tels.

Conakry, le 15 mai 2020